



Table Ronde sous le thème

**« Finance numérique en réponse aux priorités des
objectifs du développement durable »**

Intervention de Monsieur Abdellatif Jouahri

Wali de Bank Al-Maghrib

Rabat, 8 mai 2023

Mesdames les Ministres,

Madame la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais d'abord vous remercier d'avoir accepté notre invitation et vous souhaiter la bienvenue à cette rencontre dédiée à l'écosystème de la finance digitale et à son rôle dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Cette table ronde est le fruit d'une collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement. Elle se veut une opportunité pour le débat à travers la présentation des résultats d'une évaluation réalisée dans le cas du Maroc, des expériences de certains pays comme le Brésil et l'Inde, ainsi que de la vision des instances et institutions internationales qui travaillent dans les domaines de l'inclusion financière et du digital.

Notre souhait est d'avoir un échange mutuellement enrichissant pour toutes les parties prenantes ici présentes. Je tiens donc à remercier vivement les institutions qui ont accepté de contribuer aux travaux et aux débats d'aujourd'hui dont en particulier le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Mesdames et Messieurs,

Depuis 2020, le monde est aux prises avec une série de chocs qui se succèdent et se chevauchent. Dans une telle conjoncture, les autorités sont naturellement absorbées dans l'élaboration de réponses conjoncturelles pour soutenir les ménages et les entreprises.

Cela n'est pas nécessairement sans conséquence sur les chantiers et les réformes de long terme. A titre d'exemple, même si globalement l'agenda climatique reste au centre des préoccupations en raison des manifestations récurrentes et palpables du dérèglement climatique, certains pays ont dû ralentir leur transition énergétique dans le sillage de la crise engendrée par le conflit en Ukraine. De même, selon les Nations-Unies, pour la première fois depuis les années 1990, la pauvreté pourrait, en raison de la pandémie, augmenter au niveau mondial, effaçant près d'une décennie de progrès.

Ces constats montrent l'importance de saisir toutes les opportunités pour faire avancer les agendas de long terme. La révolution digitale, en particulier, offre diverses voies pour renforcer les progrès dans plusieurs domaines notamment en matière de réalisation des ODD.

Le thème objet de nos échanges aujourd'hui constitue un cas édifiant à cet égard. Dans un pays comme le Maroc, le digital n'est pas seulement un vecteur de compétitivité et d'efficacité économiques, mais aussi, un levier pour accélérer le développement social, en particulier l'inclusion financière.

A Bank Al-Maghrib, nous avons totalement embrassé la transformation digitale en tant qu'entreprise et au-delà, nous œuvrons pour l'accompagnement de l'ensemble de notre écosystème pour l'accélération de la digitalisation des services financiers, l'amélioration de leur qualité et la réduction de leur coût.

Au niveau de l'inclusion financière, nous en avons fait un levier pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière que nous avons, ensemble avec le ministère des Finances et les parties prenantes, lancée en 2019. Nous sommes convaincus, que le digital permettra un rattrapage du retard en la matière au bénéfice notamment des jeunes, de la population rurale et des femmes.

C'est dans ce sens, que nous avons procédé l'année dernière, l'évaluation de l'écosystème de la finance digitale avec l'appui du PNUD et du Fonds d'équipement des Nations Unies. Le but est de développer une compréhension approfondie des facteurs favorisant la digitalisation inclusive.

Ce partenariat vise à conjuguer les efforts pour la promotion de l'inclusion financière numérique, en s'alignant avec les priorités de l'Agenda de développement durable et ce, à travers l'utilisation des moyens de paiement digitaux, la digitalisation des versements des aides gouvernementaux ainsi que la vulgarisation des services financiers numériques auprès des populations les plus vulnérables. Sur les 17 objectifs de cet Agenda, 13 au moins peuvent bénéficier de l'inclusion financière digitale comme le souligne l'édition de cette année du rapport lancé par Sa Majesté la Reine Máxima des Pays Bas pour « Stimuler le progrès vers les ODD grâce à l'inclusion financière numérique ».

Mesdames et Messieurs,

L'enthousiasme que suscite la transformation numérique et ses implications dont nous découvrons chaque jour davantage l'étendue, ne devrait pas éclipser le fait qu'elle est également porteuse de risques dont certains sont de nature complexe et difficile à prévenir et à maîtriser.

Les développements que nous observons dans le domaine des cryptoactifs à titre d'exemple illustrent la difficulté d'encadrer de telles mutations.

Heureusement, aujourd'hui, il y a une prise de conscience mondiale de ces risques et on assiste ainsi à des initiatives et à des appels à renforcer la coopération internationale et à la mutualisation des efforts dans ce domaine.

Pour les pays en développement en particulier, l'enjeu reste de taille, il s'agit d'éviter que la fracture numérique ne se creuse davantage.

L'un des objectifs visés est de concevoir une réglementation qui laisse la marge pour l'initiative privée et l'innovation tout en prévenant les risques liés à la cybersécurité, la protection des données à caractère personnel, l'abus de confiance des investisseurs et des marchés,...

Par ailleurs, la transformation digitale requiert un investissement dans le capital humain mais aussi dans l'infrastructure numérique, avec inéluctablement une participation de l'Etat au financement. En ces temps de durcissement des conditions de financement au niveau mondial, la mobilisation de telles ressources peut constituer un défi important à relever.

Mesdames et Messieurs,

Au Maroc, nous aspirons à apporter notre propre contribution et à jouer le rôle de plateforme régionale et continentale dans la digitalisation des services financiers au service de l'inclusion financière. C'est dans ce cadre que s'inscrit en particulier la récente visite de Sa Majesté la Reine Maxima des Pays Bas, venue s'enquérir de près de ce que nous faisons dans l'objectif de partager notre expérience avec d'autres pays dans le cadre de sa mission de Mandataire spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies.

C'est dans ce sens également que nous avons organisé en 2018 déjà la première conférence régionale sur la déclinaison de l'Agenda Fintech de Bali et que nous nous apprêtons à organiser le 19 juin prochain une conférence internationale sur les cryptos-actifs et les monnaies digitales de banques centrales, un événement que nous avons inscrit dans le cadre de la route vers Marrakech qui abritera en octobre prochain les Assemblées Annuelles du FMI et de la BM.

Ces rencontres seront un moment historique où l'Afrique accueillera à nouveau, après un demi-siècle d'absence, cette manifestation mondiale. Nous souhaitons en faire une opportunité pour porter haut la voix du Sud et hisser les priorités du Continent et de la Région sur l'échiquier du débat politique mondial, mais aussi une chance de mettre en exergue et d'accélérer l'Agenda de développement durable, objet de notre rencontre aujourd'hui.

Je vous remercie pour votre attention.